

## Quelles politiques pour plus de bébés ?

**La baisse des naissances va-t-elle perdurer ?**

**Les femmes ont-elles moins d'enfants qu'elles le souhaitent ?**

**Le marché du travail influe-t-il sur le taux de naissance ?**

**Les enfants deviennent-ils un « luxe » ?**

**Comment rendre les enfants moins coûteux ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

### Introduction

Depuis plusieurs décennies, les taux de naissance sont en chute libre dans la plupart des pays de l'OCDE. Au début des années 80, le nombre total de naissances était encore suffisant pour maintenir le niveau de la population, mais depuis, le taux de fertilité est descendu à tout juste 1.6 enfant par femme. Ce chiffre est bien inférieur aux 2,1 enfants par femme en moyenne correspondant au seuil de renouvellement des générations. Cette situation aura des conséquences dramatiques dans la plupart des pays de l'OCDE : une diminution de la population et un vieillissement démographique marqué.

Conséquence directe de cette baisse des naissances, un « cercle vicieux » démographique : moins d'enfants aujourd'hui signifie moins de femmes capables d'avoir des enfants dans vingt ans. Ainsi l'impact cumulé des faibles taux de naissance sera difficile à inverser.

Ce phénomène a des conséquences considérables pour la société. Moins de jeunes adultes en mesure de s'occuper des membres les plus âgés de leur famille ; des dépenses publiques affectées au financement des pensions et des soins de santé de plus en plus importantes ; une population active plus âgée et moins adaptable ; et une épargne nationale susceptible de diminuer. De plus, l'évolution des attentes individuelles ne devrait pas arranger les choses. Chacun a ainsi tendance à dire qu'il veut le même nombre d'enfants que la famille type de sa propre jeunesse. Inverser cette tendance représente donc un défi de taille.

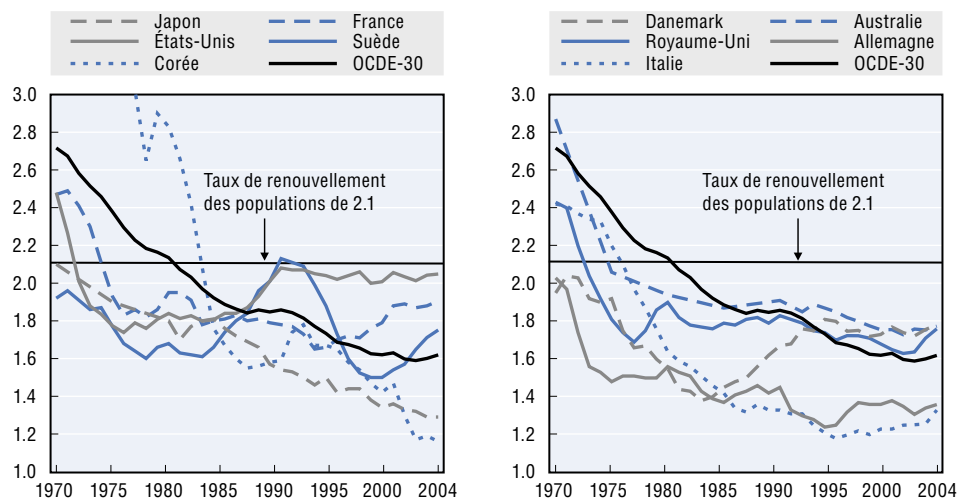
Cette *Synthèse* analyse l'ampleur du problème de la chute des taux de naissances, questionne la capacité des pouvoirs publics à l'inverser et évalue les moyens de faire face à ses conséquences économiques et sociales. ■

### La baisse des naissances va-t-elle perdurer ?

Vu l'importance du repli des taux de naissance déjà observé, il est peut probable qu'il puisse être totalement inversé. La hausse nécessaire pour retrouver les taux de natalité enregistrés il y a trente ans ou plus est énorme dans nombre de pays de l'OCDE ; de fait, le taux de naissance a chuté à 1,3 enfant par femme au Japon et dans plusieurs pays du Sud et de l'Est de l'Europe, et à 1,2 en Corée. Sur le plan strictement biologique, il serait peut-être encore possible de revenir aux niveaux antérieurs, mais l'évolution se ferait à un rythme sans précédent dans l'Histoire de l'humanité.

La baisse du nombre d'enfants par femme au cours des trente dernières années est un phénomène qui a été décrit comme la « deuxième transition démographique », la « première transition » étant celle observée dans les sociétés industrielles vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La « première transition » se caractérisait par un déclin prononcé de la mortalité infantile, dû à la réduction de la pauvreté, conjugué à une amélioration des conditions sanitaires et des soins médicaux. La « deuxième transition » s'est accompagnée d'une tendance à reporter le moment d'avoir des enfants. Cela ne signifie pas nécessairement qu'une femme aura moins d'enfants que si elle était devenue mère plus tôt. Tel sera pourtant le résultat pour beaucoup d'entre elles, puisque reculer l'âge où l'on devient mère a pour effet de raccourcir la période pendant laquelle chaque femme peut mettre au monde des enfants. En outre, les femmes deviennent moins fécondes au fil des années. Résultat, un nombre croissant de femmes reste soit sans enfant, soit avec moins d'enfants qu'espéré. Actuellement, dans la majorité des pays de l'OCDE, près de la moitié des enfants sont enfant unique, tandis que la proportion des femmes sans enfant à l'âge de trente ans a augmenté d'environ un tiers par rapport aux générations précédentes. De plus, la décision de reporter la maternité aggrave les risques de problèmes de santé, aussi bien pour la mère que pour l'enfant. Les données disponibles donnent à penser que le déclin de la fertilité devrait se poursuivre dans l'avenir, même parmi les femmes déjà en âge d'avoir des enfants. ■

**Graphique 1.**  
**LES INDICES CONJONCTURELS DE FÉCONDITÉ SONT SOUS LE NIVEAU DE RENOUVELLEMENT DES POPULATIONS DANS LA PLUPART DES PAYS DE L'OCDE, 1970-2004**



Source : OCDE (2007), *Panorama de la société : Indicateurs sociaux de l'OCDE*.

### Les femmes ont-elles moins d'enfants qu'elles le souhaitent ?

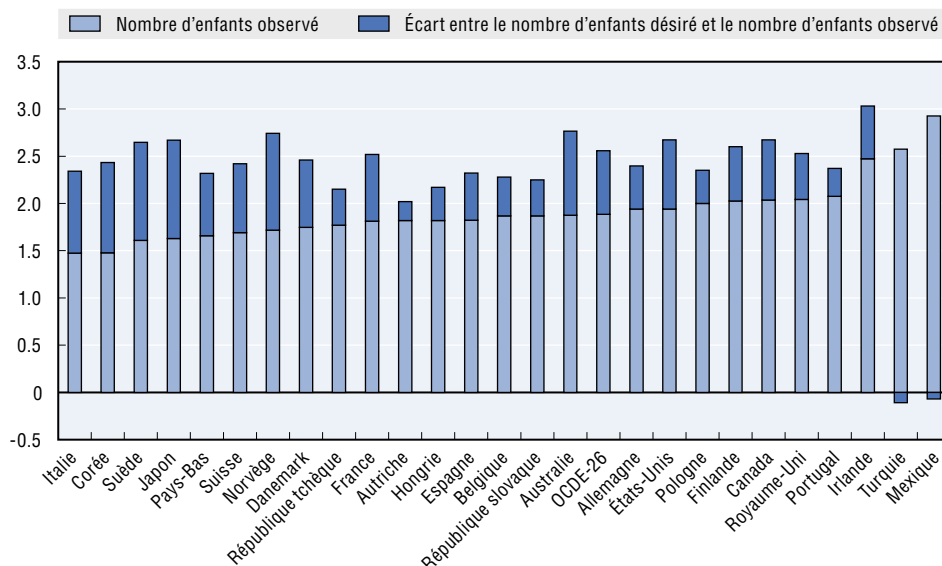
Plusieurs facteurs peuvent expliquer que l'on ait moins d'enfants et plus tard : la progression du niveau d'instruction des femmes ; leur aspiration à être économiquement actives et financièrement indépendantes et leur tendance à accorder à la maternité une importance moindre que par le passé. Certes, les enquêtes montrent que la vision des femmes de la maternité et du rôle des hommes et des femmes a profondément évolué. Par exemple, dans les pays de l'OCDE, les femmes trentenaires sont beaucoup plus « libérales » que les quinquagénaires vis-à-vis de la monoparentalité et de l'importance d'avoir un enfant ou un emploi pour se considérer épanouies. Néanmoins, la majorité des femmes continuent, indépendamment de leur âge, de juger importante l'institution du mariage. À de rares exceptions près, les hommes ont une vision plus traditionnelle de la famille et de la répartition des rôles entre hommes et femmes, bien que l'écart se soit réduit au fil du temps dans la plupart des pays. Si ces évolutions dans les valeurs ont vraisemblablement contribué à la baisse des taux de natalité et à la généralisation des naissances plus tardives dans l'ensemble des pays, il n'existe pas de corrélation simple entre ces évolutions et les changements constatés. D'autres facteurs ont à l'évidence joué un rôle.

Les femmes et les couples élevant de jeunes enfants, ou qui simplement envisagent d'en avoir, se heurtent à un certain nombre de difficultés dans leur vie quotidienne. Il s'agit de l'émergence de nouveaux risques tels que l'insécurité du marché du travail, les problèmes pour trouver un logement adapté et des solutions de garde abordables. Mais c'est aussi la complexité de concilier vie familiale et emploi ainsi que le besoin d'estimer jouir d'une certaine sécurité financière avant de projeter de faire des enfants. La question qui se pose est de comprendre pourquoi les mesures gouvernementales n'ont pas permis de répondre à ces besoins et inquiétudes.

Les enquêtes d'opinion sur le nombre d'enfants désirés révèlent dans quelle mesure l'existence de ces contraintes influe sur la décision de faire un enfant. Même si l'interprétation des réponses ne va pas sans difficultés, surtout quand on compare plusieurs pays, le graphique 2 laisse penser que les femmes ont moins

Graphique 2.

**NOMBRE D'ENFANTS DÉSIRÉ PAR LES FEMMES ET NOMBRE D'ENFANTS OBSERVÉ DANS QUELQUES PAYS DE L'OCDE, 2000**



Source : D'Addio et Mira d'Ercole (2005a, b) à partir de données tirées du World Values Survey (2000).

d'enfants qu'elles ne le souhaiteraient et que cet écart est plus important dans les pays de l'OCDE dont les taux de natalité sont plus faibles.

Cet écart s'est creusé ces vingt dernières années, tant en moyenne que dans la plupart des pays de l'OCDE. La décision de reporter la grossesse n'explique qu'en partie ce phénomène. En effet, l'écart s'est accentué aussi bien chez les femmes jeunes que chez les plus âgées. Les plus jeunes ont le temps de rattraper le retard en ayant davantage d'enfants. Mais pour celles qui sont proches de la fin du cycle reproductif, le creusement de l'écart entre désir et réalité suggère qu'elles risquent finalement de se retrouver avec une famille moins nombreuse que souhaité. ■

### Le marché du travail influe-t-il sur le taux de naissance ?

Choisir le bon moment pour fonder une famille, et sa taille, dépend naturellement des conditions sur le marché du travail. Cette évidence masque cependant une évolution spectaculaire au cours des 25 dernières années. Par le passé, les taux de naissance étaient plus élevés dans les pays de l'OCDE où la majorité des femmes n'avaient pas d'emploi. Aujourd'hui, à l'inverse, les taux de fertilité sont plus élevés dans les pays où les taux d'emploi des femmes sont également supérieurs. La nature du travail revêt également de l'importance. La natalité est plus dynamique dans les pays où une plus grande proportion des femmes travaille à temps partiel, suggérant ainsi que les emplois à temps partiel offrent souvent aux femmes un moyen efficace de concilier activité professionnelle et responsabilités familiales. Pour la société dans son ensemble, travail rémunéré et procréation ne s'excluent plus mutuellement. Ce qui reste vrai cependant, c'est que les femmes titulaires d'un emploi rémunéré ont moins d'enfants que les autres, dans une mesure qui tend toutefois à s'amenuiser au fil du temps.

Le chômage joue également un rôle sur les naissances, mais, une fois encore, son impact a évolué avec le temps. Taux de chômage et taux de natalité élevés sont souvent allés de pair mais depuis la fin des années 90, cette tendance s'est inversée. Désormais, les pays de l'OCDE enregistrant des taux de chômage plus faibles sont ceux où les taux de natalité sont plus forts.

Les raisons qui expliquent ces évolutions ne sont pas totalement élucidées même si les facteurs d'insécurité financière et de capacités de concilier travail et famille entrent à l'évidence en ligne de compte. Ce qui est certain, c'est que la progression du niveau d'éducation des femmes et leur meilleure intégration sur le marché du travail ont alimenté, d'une part, la propagation de nouvelles valeurs parmi les jeunes générations – autonomie et indépendance financière – et d'autre part, le sentiment d' « incompatibilité » entre vie professionnelle et vie familiale qui caractérise encore de nombreux pays de l'OCDE. ■

### Les enfants deviennent-ils un « luxe » ?

Il est particulièrement difficile de savoir si le fait d'élever des enfants devient une charge financière trop lourde. Les réponses diffèrent en effet selon le pays et la nature des coûts étudiés. Ce qui est certain, c'est que la prise en compte de tout ce que peut coûter un enfant occupe une place essentielle dans le modèle de référence utilisé par les économistes pour expliquer les décisions prises par les familles. La conclusion élémentaire qui en ressort est que les taux de natalité baissent lorsque les coûts augmentent. Les ouvrages économiques consacrés distinguent :

- Les *coûts directs*, qui renvoient aux coûts supplémentaires directement supportés par le foyer lorsque celui-ci compte des enfants, nourriture, vêtements, garde, éducation ; et

- Les coûts indirects, qui renvoient à la perte de revenu subie à la suite d'une naissance, liée par exemple aux gains auxquels les parents renoncent lorsqu'ils quittent leur emploi ou réduisent le nombre d'heures travaillées pour prendre soin de leurs enfants, ou encore lorsqu'ils voient leurs perspectives de carrière se rétrécir.

L'évaluation de ces coûts soulève de lourdes difficultés méthodologiques. Dans le cas des coûts directs, les estimations fournies par plusieurs pays suggèrent que les coûts augmentent avec l'âge de l'enfant, et diminuent avec le revenu familial, et que les économies d'échelle réduisent les coûts directs par enfant pour le deuxième né et les suivants. En effet, un couple peut par exemple déménager pour un logement plus grand à la naissance d'un premier enfant, mais ne pas avoir besoin de le faire à la naissance du deuxième ; autre exemple, un grand nombre d'établissements scolaires appliquent des frais de scolarité réduits aux frères et sœurs d'une même famille.

Bien que la charge des coûts directs soit répartie entre les parents, ce sont principalement les femmes qui supportent les coûts indirects puisque ce sont généralement les mères qui réduisent leurs horaires de travail ou arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants, quelles que soient les conséquences négatives d'une telle décision sur leurs perspectives de carrière et leurs ambitions financières à long terme. Au moment où leurs opportunités de carrière se multiplient, de nombreuses femmes estiment que fonder une famille est souvent un « luxe » qu'elles ne peuvent se permettre. ■

### Comment rendre les enfants moins coûteux ?

La question de savoir comment les politiques gouvernementales peuvent faciliter, ou rendre moins coûteuse, la décision d'élever un enfant, a récemment pris une plus grande importance. Auparavant, l'attitude des pouvoirs publics face à la chute de la natalité pouvait être qualifiée, dans la plupart des pays de l'OCDE, de « négligence bienveillante ». Certains signes donnent toutefois à penser que la situation évolue rapidement dans certains d'entre eux. Il y a moins d'une trentaine d'années, une écrasante majorité de pays jugeaient leur taux de naissance « satisfaisant » et seuls quelques-uns le considéraient « trop élevé » ou « trop faible ». Aujourd'hui, seuls deux pays de l'OCDE estiment que leur taux de naissance est « trop élevé » (le Mexique et la Turquie) alors que la plupart des autres pays jugent le leur « insuffisant » et qu'une minorité (non négligeable) de pays déclarent afficher des taux « satisfaisants » : l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.

Les pouvoirs publics ont réagi avec retard aux évolutions des perceptions et de nombreux pays de l'OCDE continuent de privilégier une absence d'intervention explicite dans ce domaine sensible. Néanmoins, même quand ils ne fixent pas des objectifs explicites pour stimuler la natalité, les gouvernements de l'ensemble des pays de l'OCDE reconnaissent l'importance de lever les obstacles artificiels qui découragent la parentalité. Ce changement d'attitude trouve son origine dans la prise de conscience du fait que, qu'on le veuille ou non, les politiques gouvernementales façonnent l'environnement dans lequel sont prises ces décisions; elles peuvent en effet aider les parents à surmonter les difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans la vie quotidienne ou au contraire, imposer de nouvelles contraintes de nature à accélérer le recul de la natalité.

Il est difficile de mesurer l'impact précis de la majorité des mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics dans ce domaine. Les données qui se rapportent à

plusieurs types de mesures demeurent incomplètes et l'étendue des influences en jeu est large. Toutefois, certains signent laissent penser que les pouvoirs publics peuvent s'adresser aux deux.

À cet égard, les travaux de l'OCDE ont montré que de fournir une palette d'aides adaptées à l'âge de l'enfant et aux besoins des parents peut faire la différence. Depuis quelques années, les politiques « favorables à la famille » sont devenues une priorité absolue dans la plupart des pays de l'OCDE. L'idée étant que les femmes qui veulent à la fois travailler et avoir des enfants puissent le faire ; lorsqu'on demande aux femmes de choisir entre ces deux options, on obtient généralement au bout du compte un taux de natalité et un taux d'emploi faibles, ce qui n'est souhaitable ni pour l'économie ni pour la société.

Ces mesures gouvernementales prennent des formes très variables. Elles peuvent consister à donner aux mères la possibilité de s'occuper de leur enfant en restant à la maison lorsque celui-ci est très jeune, mais aussi à élargir l'offre de structures d'accueil institutionnalisées, accessibles à un coût abordable, et d'activités extrascolaires. Il peut également s'agir de créer des systèmes de congé permettant de rééquilibrer la répartition des tâches *au sein de la famille* (notamment en ouvrant aux pères la possibilité de prendre un congé parental non transmissible), ou encore à instituer des transferts financiers et des dispositions fiscales de nature à alléger le fardeau fiscal effectivement supporté par les familles avec enfants. Des initiatives autres que celles des pouvoirs publics peuvent voir le jour, c'est d'ailleurs souvent dans le monde du travail que commence le changement, reposant sur les rôles des employeurs, employés et leurs représentants respectifs.

Il est presque impossible de définir ce que « coûte » un enfant à ses parents. Cette question pose une multitude de problèmes théoriques et pratiques. L'une des hypothèses souvent retenue, et largement reprise par les chercheurs ayant étudié la distribution des revenus, est la suivante : la consommation supplémentaire nécessaire pour subvenir aux besoins d'un enfant, à niveau de vie constant, équivaut à environ 32 % du revenu brut d'un foyer dans le cas d'un enfant unique, et à environ 27 % pour deux enfants. Peu sont les pays qui accordent aux familles des prestations atteignant un tel montant. Par exemple, en Hongrie et au Luxembourg, le taux d'imposition « effectif » (qui mesure les effets cumulés des avantages fiscaux accordés aux familles et des prestations qui leur sont versées) appliqué à un couple percevant des gains moyens et ayant deux enfants est inférieur de 15 points environ au taux appliqué à un couple sans enfant avec des gains équivalents. L'écart entre ces deux taux est en revanche proche de zéro en Corée, en Grèce, au Japon, en Nouvelle-Zélande et en Pologne. Les différences d'un pays à l'autre sont aussi importantes, voir plus, lorsqu'on considère l'accès aux structures d'accueil institutionnalisées et leur coût. La proportion d'enfants de plus de trois ans n'ayant pas encore atteint l'âge de la scolarité obligatoire qui sont accueillis dans des services de garde institutionnalisés varie entre 30 % en Corée et au Japon à près de 100 % en Belgique, en France et aux Pays-Bas.

Selon des recherches portant sur seize pays de l'OCDE, les taux de fécondité sont élevés dans les pays où les transferts monétaires aux familles et les indemnités versées pendant un congé parental sont importants, où le taux d'emploi des femmes est significatif et où les femmes qui travaillent à temps partiel sont plus nombreuses. À l'inverse, la natalité est faible là où le taux de chômage est élevé, l'écart de salaires entre hommes et femmes large et la durée du congé parental longue. En effet, plus le congé parental est long, plus celui ou celle qui en bénéficie aura de difficultés à réintégrer par la suite le marché du travail, cette remarque

s'appliquant en particulier aux femmes ayant un niveau d'instruction élevé et occupant des emplois bien rémunérés. Une analyse de données transversales suggère que l'on retrouve les taux de naissance les plus élevés des pays de l'OCDE là où le plus grand nombre d'enfants sont reçus dans des structures d'accueil institutionnalisées.

La conclusion la plus importante est que, même si l'observation de taux de fécondité inférieurs au seuil de renouvellement des générations est probablement devenue une tendance persistante dans beaucoup de pays de l'OCDE, les taux anormalement faibles (1.3 enfant, voire moins, par femme en âge de procréer) actuellement relevés dans certains pays n'ont rien d'**inéluçtable**. Les taux de naissance accusent une baisse spectaculaire et continue en Corée et au Japon, mais ils rebondissent aux États-Unis et au Danemark depuis le milieu des années 80 et depuis le milieu des années 90 en France, avec des taux souvent proches du seuil de renouvellement des générations. Si la configuration des facteurs qui ont conduit à ce résultat positif diffère d'un cas à l'autre, ces « réussites » sont imputables à des mesures et dispositifs -notamment l'offre de structures d'accueil institutionnalisées accessibles à un coût raisonnable-, qui ont eu pour effet d'alléger la charge financière supportée par les parents. Les mesures ayant fait leurs preuves dans certains pays ouvrent des perspectives prometteuses ailleurs. ■

### Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations sur les travaux de l'OCDE concernant les taux de fertilité, veuillez prendre contact avec Anna Cristina D'Addio, Division des politiques sociales, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE, tél. : +33 1 45 24 87 09, courriel : [anna.daddio@oecd.org](mailto:anna.daddio@oecd.org) ou Marco Mira d'Ercole, tél. : +33 1 45 24 87 48, courriel : [marco.mira@oecd.org](mailto:marco.mira@oecd.org).



## Références

- Ahn N. et P. Mira, (2002), « A Note on the Changing Relationship between Fertility and Female Employment Rates in Developed Countries », *Journal of Population Economic*, n° 15(4)4, p. 667-682.
- D'Addio, A. C. et M. Mira d'Ercole (2005a), « Trends and Determinants of Fertility Rates in OECD Countries: The Role of Policies », Document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 15, OCDE, Paris.
- D'Addio, A. C. et M. Mira d'Ercole (2005b), « Politiques, institutions et taux de fécondité : Une analyse sur données de panel appliquée aux pays de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE*, n° 41, 2005/2.
- Del Boca, D., M., Locatelli, S. Pasqua, C. Pronzato (2003), *Analysing women's employment and fertility rates in Europe: differences and similarities in Northern and Southern Europe*, WP Child, Turin.
- Lutz, W., V. Skirbekk et M. R. Testa (2005), « The Low Fertility Trap Hypothesis », Conférence internationale sur le report de la décision de procréer en Europe, 1er au 3 décembre 2005, Vienne.
- OCDE (2007b), **Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille : Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE**, ISBN 978-92-64-03245-3, € 29, 160 pages.
- OCDE (2007a), **Prestations et salaires – Les indicateurs de l'OCDE – Édition 2007**, ISBN 978-92-64-02380-2, € 40, 195 pages.
- OCDE (2005/2004/2003/2002), **Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille**, vol. 1-4 (ISBN 978-92-64-00930-1, 978-92-64-10836-3, 978-92-64-10419-8, 978-92-64-29843-9), € 34 chacun.
- Sleeboos, J. (2003), «Low Fertility in OECD Countries: Facts and Policy Responses», Document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 15, OCDE, Paris.
- Ou site accessible à l'adresse suivante : [www.oecd.org/els/social/family](http://www.oecd.org/els/social/family)

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
[berlin.centre@oecd.org](mailto:berlin.centre@oecd.org)  
Internet :  
[www.oecd.org/berlin](http://www.oecd.org/berlin)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet :  
[www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.